

PLAN DE MODERNISATION DE LA MÉTROPOLE DE CONSTANTINE : LE CAS BARDO

Chronologie d'une démarche chaotique

Faut-il semer le chaos parmi des innocents pour moderniser une ville ? La question hante les esprits à Constantine, où les moins réfractaires aux desideratas officiels doutent d'ores et déjà de la démarche qui préside au projet de modernisation initié par l'administration locale, qui aspire édifier une cité futuriste sur un lit d'oued. Au flou qui entoure la gestion du dossier, suscitant de plus en plus de susceptibilités, s'agissant notamment de la fiabilité d'une entreprise entamée sur fond de protestation, vient se greffer désormais l'incalculable coût en vies humaines sacrifiées sur son autel. Un véritable gâchis !

Son nom charrie bien des charges historiques et symboliques, qui font de sa rédemption une initiative plus que louable. A l'évidence, l'entreprise nécessite une réflexion profonde, avant de passer à la réquisition de moyens colossaux — ce qui n'est pas le cas — pour, d'abord, désintégrer les sites choisis pour abriter la cité moderne, et ensuite y construire ces futures «tours de rêve» que les initiateurs du projet encensent. Les défaillances, qui resurgissent au fur et à mesure de l'évolution de l'opération, renseignent, surtout, sur le manque de méthode dans la gestion du dossier par la wilaya. Une gestion qui, outre les impertinences enregistrées dans l'évacuation des occupants, malgré les recensements répétés, a mis en péril des vies humaines. Un bilan provisoire de l'opération de désintégration du quartier Bardo, un site destiné à abriter une partie de ladite cité moderne, fait état de cinq morts et plus d'une dizaine de blessés. Une hécatombe !

En effet, à peine vingt jours se sont écoulés depuis la mort de deux employés à l'intérieur d'une bâtisse, suite à l'effondrement d'un toit au moment où ils débayaient le terrain pour l'entrée en matière des bulldozers, qu'un autre employé et son patron, qui se trouve être un sous-traitant auprès d'une autre entreprise en charge du nettoyage du site, ont été rattrapés par le même sort, après que le mur de l'ancien lycée Tayeb-El-Okbi, un immeuble de cinq étages, s'est, subitement, écroulé. Quelques heures plus tard, un autre ouvrier succomba

à ses blessures contractées lors de ce même accident. Ces deux accidents révèlent un autre aspect de la gabegie, à savoir l'attribution des marchés, dans l'opacité troublante du gré à gré, à des entreprises qui ne sont pas qualifiées pour ce genre d'opérations et qui ne disposent pas du matériel adéquat pour ce faire. A ce titre, il convient de signaler que l'intervention des travailleurs affectés sur les chantiers n'est supervisée par aucune assistance technique. Ils sont livrés à eux-mêmes, alors que la plupart d'entre eux ne sont même pas déclarés à la Sécurité sociale. Les témoignages sont unanimes dans ce sens.Pis encore, l'administration n'avait même pas jugé utile de solliciter, à défaut de confier la mission à des entreprises aguerries, l'expertise de la Protection civile, pour évaluer les risques inhérents aux actions menées par les entreprises en charge du nettoyage du site. Dans le même sillage, l'opération de démolition des immeubles évacués tire à sa fin toujours en l'absence d'un cordon de sécurité autour du site, empêchant les enfants et autres désœuvrés, qui fouillent dans les décombres, à la recherche de matériaux recyclables, de s'introduire dans le rayon d'action des démolisseurs. Les protestations qui ont caractérisé les deux phases d'évacuation des occupants de Bardo auraient dû être, pourtant, un catalyseur pour faire entourer toutes les opérations de précautions nécessaires. Lors du recasement de la première tranche (600 familles), l'administration a été contrainte de «débours»

une centaine de logements supplémentaires, pour absorber la grogne populaire, provoquée, faut-il le dire, par le manque de tact des différents intervenants, dont le mépris vis-à-vis de leurs administrés était, on ne peut plus, honteux. Pour étouffer la colère des exclus de la liste des recasés, à l'occasion du relogement des 350 familles composant la deuxième tranche, en sus de la révision à la hausse de la liste des bénéficiaires, l'administration a recouru à la répression. Des protestataires ont été poursuivis pour attroupement et atteinte à l'ordre public, alors que plus de 70 familles ont passé tout le mois de Ramadan à la belle étoile. Le wali, qui a toujours minimisé ce chiffre — une vingtaine de familles, selon ses dires, qui n'ont pas le droit d'être relogé — a ordonné mardi dernier de les chasser manu militari et de saisir leurs meubles. Ceux ayant regagné leurs tentes, juste après, n'ont pas été épargnés par l'effondrement du mur du lycée Tayeb-El-Okbi et plusieurs blessés se comptent parmi eux.

Heureusement que l'expulsion de ces familles est intervenue peu de temps avant le drame, qui a causé la mort du sous-traitant et ses deux employés, sinon le bilan aurait été plus lourd, car ces familles occupaient justement les espaces jouxtant le lycée en question. En tout cas, c'est le résultat d'une démarche anarchique, aux contours flous, biaisée par le poids des calculs et des desseins carriéristes. Le wali de Constantine, qui gère personnellement le dossier, voulait brûler les étapes et accélérer l'entame du processus de libération de l'emprise sur les terrains de Bardo afin de préparer au président de la République la pose, en janvier dernier, de la première pierre de la future cité moderne.

L'échec fut cinglant. La protestation, générée par les injustices ayant marqué la première

phase de recasement des occupants de Bardo, a provoqué l'annulation de la visite du chef de l'Etat et renvoyé aux calendes grecques le baptême du feu de la campagne pour le 3^e mandat par laquelle on voulait honorer l'antique capitale numide.Le climat à Constantine, baromètre de la vie politique en Algérie et antichambre des postes clés dans la hiérarchie administrative, n'était pas favorable pour une telle entreprise à l'époque. Cependant, ces calculs ont rendu chaotique la gestion de l'opération par la suite.

En fait, l'actuel chef de l'exécutif à Constantine compte offrir des terrains constructibles à des investisseurs «sérieux», pour qu'ils les transforment en quartiers d'affaires. Autrement dit, ce fameux projet, dont le dossier n'est pas encore ficelé, consiste en une invitation à l'investissement. Au vu du bilan des cessions du foncier industriel, 3 lots seulement ont été réellement exploités sur 70 octroyés, de l'aveu même du wali. La récupération des terrains de Bardo et prochainement de l'avenue de Roumanie et du Châlet-des-Pins laisse planer le doute sur une démarche qui n'a pas encore dépassé le stade virtuel.

Bref, quand on a été retiré du placard, pour être désigné à la tête de la wilaya de Ghardaïa, après avoir subi le discrédit d'une suspension humiliante de la tête de la wilaya déléguée de Bir-Mourad-Raïs, il valait mieux faire preuve d'humilité et de discrétion, au lieu de vanter sans cesse des réalisations, notamment dans le domaine de la gestion des eaux usées, et d'inviter ceux qui doutaient du modus operandi préconisé d'aller voir ces réalisations dans la vallée du Mزاب. Des réalisations dans une contrée saharienne qui, d'ailleurs, n'ont pu résister aux quelques millimètres de pluviométrie de plus. Puisse le Tout-Puissant protéger Constantine.

Lyas Hallas

POUR EXIGER LA DISSOLUTION DE L'APC DE TAOURIRT-IGHIL (ADEKAR)

Des centaines de citoyens ferment la RN 12

Des citoyens de la commune de Taourirt Ighil (daïra d'Adekar) ont fermé, hier mardi durant toute la journée, la RN 12 reliant les deux wilayas, Béjaïa et Tizi-Ouzou, à la circulation automobile pour réclamer des pouvoirs publics «la dissolution de l'APC, sa réhabilitation immédiate et la mise en service du siège officiel de la commune».

Plusieurs centaines de citoyens de la municipalité de Taourirt-Ighil ont investi tôt dans la matinée d'hier, vers 9 heures, cet important axe routier, plus précisément au lieudit Lambert pour exprimer haut et fort leur colère contre «la politique de sous-développement» menée dans leur région .

«46 ans après l'indépendance, la région demeure encore réduite à l'état primitif, traduisant la démission de l'Etat de son rôle de moteur du développement», écrivent, dans une déclaration rendue publique, les initiateurs de la manifestation qui revendiquent, en outre, pour leur municipalité, le statut de «zone sinistrée et la prise en charge de toutes les mesures adéquates dans ce cas de figure». Les manifestants réclament également «un plan spécial, incluant des projets à même d'insuffler à la région une dynamique de développement et de résorption du chômage».

Les protestataires entendent, par ailleurs, dénoncer à travers leur action «les agissements et les manœuvres dangereuses du P/APC et de certains élus de l'APC, le pourrissement et le statu quo entretenu par les autorités de la wilaya, en réponse aux revendications légitimes exprimées pendant des années durant». Contacté pour avoir sa version des faits, le P/APC de Taourirt-Ighil, Ali Saâd, a rejeté en bloc les accusations des citoyens protestataires. Tout en qualifiant la manifestation de ce mardi de «énième tentative visant à déstabiliser l'Assemblée», il affirmera que «toutes les délibérations sont faites dans l'intérêt de l'ensemble de la population de la commune, en étroite concertation avec les six élus sur sept que compte l'Assemblée qui œuvre, en fonction de des moyens, à alléger les souffrances des citoyens». Il annoncera dans la foulée que des antennes administratives «seront incessamment ouvertes pour rapprocher le citoyen de l'administration». S'agissant de la revendication ayant trait au transfert du siège de l'APC, se trouvant à Tizi-El-Korne, vers le lotissement Ighil-Irza, le P/APC a indiqué que «le code communal, dans son article 4, stipule clairement que l'Assemblée populaire communale est souveraine en matière de choix du lieu devant abriter son siège». Le responsable de la daïra d'Adekar, qui a refusé de s'exprimer devant la presse, a, de son côté, demandé à recevoir une délégation des citoyens protestataires pour discuter de leurs revendications. Il faut souligner que durant de très longues heures, le trafic était hier totalement bloqué sur cet axe routier reliant les wilayas de Tizi-Ouzou et Béjaïa. Dans l'après-midi, les automobilistes étaient encore coincés dans un bouchon monstre créé par les contestataires. Ces derniers, qui ont affiché leur détermination à se faire entendre, ont d'ores et déjà arrêté le principe de l'organisation dans les prochains jours d'autres actions du genre au niveau du chef-lieu de wilaya. Il convient de rappeler que l'Assemblée populaire commune de Taourirt-Ighil est gérée par une alliance composée du FFS, qui s'est adjugé une majorité relative avec trois sièges lors des élections locales de novembre 2007, du RND (1 élu), du FLN (1 élu) et d'un indépendant.

A. K.

ORAN : PROCÈS DES ÉMEUTIERS INculpÉS SUITE À LA RELÉGATION DU MCO EN DIVISION II

Après l'émeute, l'attente du verdict

Nul n'aurait pu imaginer qu'à l'annonce de la relégation, en seconde division de l'équipe locale de football, le Mouloudia d'Oran, que cela ait pu déclencher une telle violence, semer la terreur et la panique chez les Oranais. L'ampleur des dégâts témoignait de l'intensité d'une déception, qui semblait motivée par un ras-le-bol qui s'était malheureusement exprimé par une violence et qui n'a pas été sans conséquence. Ce lundi 13 octobre, après une attente qui aura duré plus de quatre mois, 74 jeunes émeutiers, inculpés lors des émeutes des 26, 27 et 28 mai 2008, ont comparu devant le tribunal d'Es-Seddikia, pour répondre des chefs d'inculpation de troubles à l'ordre public, destruction de biens de l'Etat, coups et blessures volontaires.

Pour rappel, les dégâts occasionnés lors de ces violentes émeutes ont été estimés à 7 milliards et demi de centimes.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Ce lundi matin, c'est avec des mesures de sécurité renforcées, aux alentours du tribunal d'Es-Seddikia, qu'a débuté le procès tant attendu par des dizaines de familles inquiètes du sort à réserver à leurs enfants. L'heure était aux supputations. Si certains étaient convaincus que le verdict sera clément, puisque «beaucoup d'eau a coulé sous les ponts», comme le dit l'expression, qui signifie, pour eux, que les autorités se sont résolues à oublier et à pardonner, d'autres, moins optimistes, pensaient qu'au contraire, vu l'ampleur des dégâts, il faudrait donner une leçon à ces jeunes. Comment oublier alors que la partie civile, constituée par 800 victimes, entre représentants des banques, propriétaires des établissements commerciaux ou des particuliers dont les maisons ou les voitures ont été saccagées, ainsi que par 30 policiers ayant été blessés lors de ces émeutes, qui a été relayée par ses représentants pour faire une rétrospective des événements de ces jours d'émeutes ?

Près de 130 véhicules ont été saccagés, deux agences de la Société Générale, celle de Algerian Gulf Bank «AGB» ont été endommagées et leur matériel informatique pillé. Des pylônes électriques, l'éclairage public et des mobiphones ont été détériorés. La devanture du cinéma «Le Maghreb» (Ex-Régent) a été détruite. Le siège du groupe de presse *l'Echo d'Oran*, appartenant au président du MCO, Youssef Djebari, ainsi que la résidence de ce dernier, située à Haï Fellaoucen, ont été ciblés par des actes de vandalisme. Le siège de la Cnep au centre-ville ainsi que le secteur d'El Hamri n'ont pas échappé à ces actes de saccagement, car des magasins représentants de grandes marques ont été pillés : Nike et téléphones mobiles. Dès lors, il n'est pas possible d'oublier les dégâts occasionnés par ces émeutes. Il faut revenir sur ce que fut le rôle de chacun des accusés lesquels ont comparu ce lundi, qui nieront certainement toute participation à ces heurts ou encore d'avoir saccagé un quelconque bien

public ou privé. Les nombreuses familles, qui ont pu accéder à la salle d'audiences, suivaient avec intérêt les auditions de leurs proches, présumés auteurs de ces actes de vandalisme, mais surtout attendaient avec impatience les plaidoiries des avocats de la défense, car craignant que leurs enfants subissent le même sort que quatre autres émeu-

tiers, jugés la veille par le tribunal d'Es-Senia pour les mêmes chefs d'accusation et qui ont écopé d'un an de prison ferme. Tout en dénonçant la gravité de ces actes de vandalisme, qui ont plongé la ville d'Oran dans un véritable chaos qui avait frôlé la catastrophe, le représentant du ministère public a requis une peine de 3 ans de prison ferme pour cha-

cun des présumés accusés. Les avocats de la défense ont plaidé non coupables et ont demandé l'acquittement de leurs clients avec le bénéfice du doute. Les plaidoiries se sont poursuivies jusqu'en fin d'après-midi de ce lundi 13 octobre, alors que le verdict ne sera prononcé que lundi prochain.

A. B.

AÏN-DEFLA - KHEMIS-MILIANA

Un groupe de Chinois «marche» sur la capitale

C'est à partir des deux bases de vie de la CITIC, le consortium chinois, en charge de la réalisation du tronçon de l'autoroute El-Hoceïnia—Khemis-Miliana (23 km) et de la construction du campus universitaire de Khemis-Miliana, que «le mouvement» a pris son départ.

En effet, selon de très nombreux témoins, un groupe, composé de 40 à 50 ressortissants chinois, a entrepris à pied une marche, empruntant la RN4, en direction d'El Hoceïnia. Selon d'autres témoins, des automobilistes, d'autres ressortissants étaient en attente au niveau du col Khandel du groupe parti de Khemis-Miliana.

L'ensemble s'est ensuite dirigé vers El-Hoceïnia où a été installée la grande base de vie de la société.

La cinquantaine de «marcheurs» est arrivée vers 15h30 devant la base de vie d'El-Hoceïnia. Volontairement ou «prié», le groupe a pénétré dans l'enceinte de la base. Là, des discussions ont eu lieu avec d'autres agents de la société, sûrement des responsables.

Qu'en est-il sorti ? Sûrement un échec à des «négociations», puisque tout le groupe est ressorti, qu'on dit encore conforté par d'autres éléments, puis a repris la route le long de la RN4. Selon certaines informations recueillies, tant bien que mal, vu le problème linguistique, «les marcheurs se sont décidés à marcher sur Alger afin d'exposer leurs revendications aux responsables de leur ambassade».

Ras-le-bol ? Stress ? Rythme de travail surhumain ? Bas salaires ? Népotisme des responsables ? Ce sont de simples travailleurs ? Des cadres ? Des syndicalistes ? Difficile de répondre à ces questions, le problème étant pour le moment une affaire intérieure à la société, de plus plus sino-chinoise.

Il s'agit donc là d'une cinquantaine d'employés sur les 1 200 agents chinois qu'emploie la CITIC.

Que peut donc signifier cette «marche» ?

Quelle lecture pourrait-on faire ? S'agirait-il d'un simple malentendu ? Ce serait trop minimiser «l'affaire» et la réduire à un événement anodin. Surtout que ces employés sont «triés sur le volet» et que la place doit être «méritée»

«La discipline» tant louée ici et ailleurs vient d'être quelque peu bafouée. L'effet fera-t-il boule de neige ? Assiste-t-on là à une «première» ? Toujours est-il que le groupe de marcheurs, qui n'ont emporté que de l'eau en bouteille, chemine sur les bords de la RN4 à partir d'El-Hoceïnia. Direction : l'ambassade de Chine à Alger, sous la protection des services de sécurité qui ne sont pas intervenus.

A 17h30, ils étaient «attendus» au carrefour de Boumedfaâ.

Ou bien est-ce la mort, dans un éboulement près d'un des chantiers de l'autoroute, avant-hier, qui a été l'élément «perturbateur» qui vient de donner naissance peut-être à une autre situation à l'intérieur de la CITIC. Affaire à suivre.

Karim O.